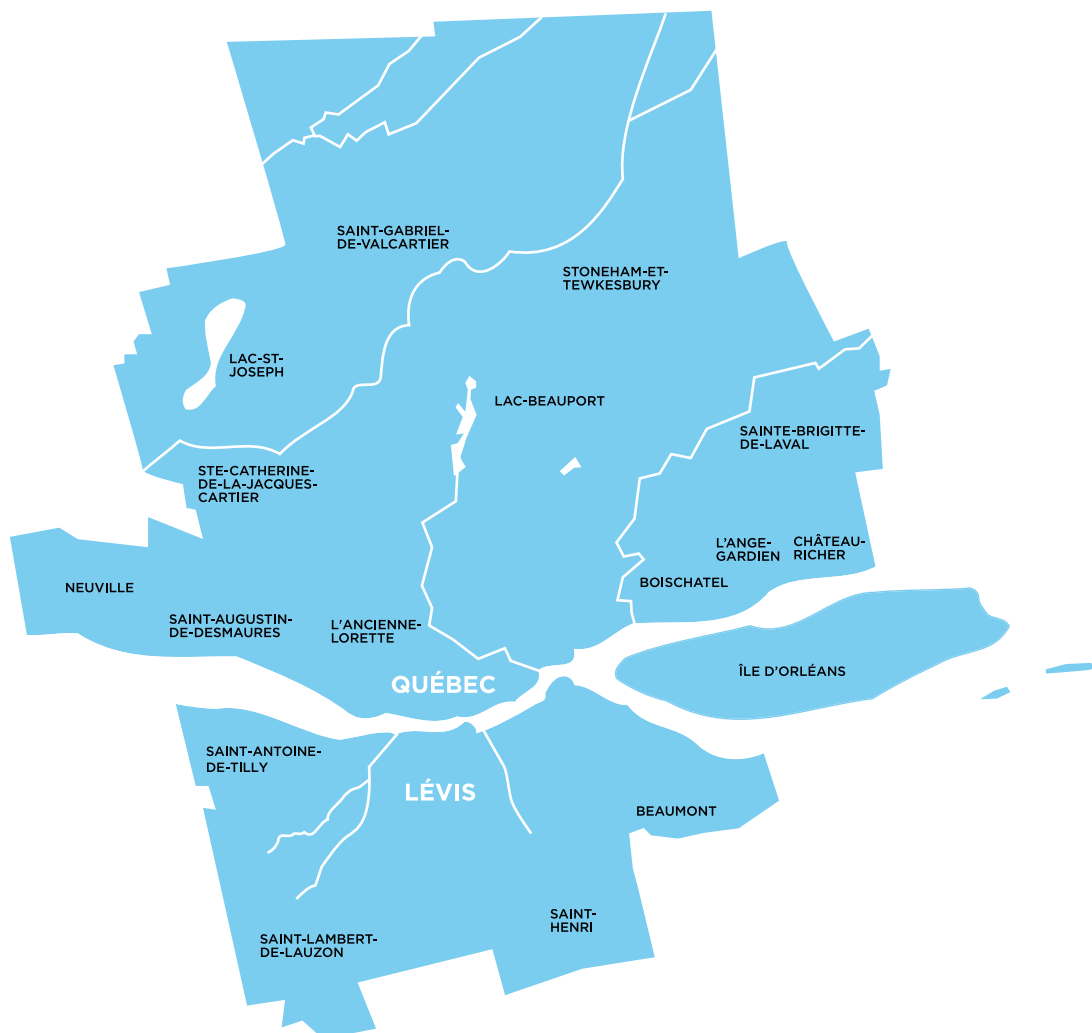




INVESTISSEMENT

Bilan et perspectives 2025 | 2026

CARTE DE LA RMR DE QUÉBEC



LA PUBLICATION : BILAN ET PERSPECTIVES

Chaque année, l'équipe des études économiques et de la veille stratégique de Québec International fait la lumière sur divers indicateurs économiques importants dans le cadre de sa publication nommée « Bilan et perspectives ». En plus d'analyser les données de l'an précédent, les économistes considèrent le contexte en cours et les scénarios de projection à moyen et long terme pour se forger une opinion sur les changements à prévoir. Québec International est ainsi heureuse de vous dévoiler la section Investissement.

NOTE AUX LECTEURS

Cette étude a été produite par l'équipe d'Études économiques et veille stratégique de Québec International qui a pour mandat d'assurer la disponibilité d'une information économique de qualité. Elle est appelée à suivre l'évolution de la conjoncture économique et de l'environnement d'affaires à l'échelle régionale, nationale et internationale et à réaliser différentes recherches et analyses permettant d'identifier des opportunités, d'orienter les stratégies de développement et de définir les actions à mettre en place pour soutenir la croissance de notre économie régionale. Pour en savoir plus sur les services offerts par Québec International, nous vous invitons à visiter notre site Internet au quebecinternational.ca.

FAITS SAILLANTS SUR L'INVESTISSEMENT DANS LA RMR DE QUÉBEC EN 2025

2025: un élan d'investissement qui persiste



5,2 G\$
Intentions
d'investissements
en immobilisation



+1,3 %
Intention
de dépenses
pour la construction
de bâtiments non résidentiels
(2,9 G\$)



+24,3 %
Croissance
des mises en chantier
résidentielles

Utilisation des projets d'investissement comme levier contracyclique



46,9 %
Part des investissements
provenant du secteur public
(-3,6 p.d.p. par rapport au reste
du Québec; 53,1 % provenant du privé)



Plus de **20 G\$**
Valeur des projets
d'investissement annoncés,
planifiés et en cours

2026 devrait s'inscrire dans la forte trajectoire régionale d'investissement, possiblement contrainte par des goulots d'étranglement en main-d'œuvre



64 %
Part des
répondants
au sondage
Conjoncture 2026
qui prévoient investir
en 2026



52 %
Part des
répondants
au sondage sur le
secteur manufacturier
qui ont un plan
de relève établi ou
en voie d'implantation



76 %
Part des
répondants
au sondage sur le
secteur manufacturier
qui prévoient investir
dans le numérique



+7,0 %
Croissance
du prix
agrégé des propriétés
en 2026 selon Royal
LePage, parmi les plus
fortes hausses
au Canada

Avertissement: Ce document fournit notamment les estimations provisoires pour 2024 et les intentions pour 2025 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles. Les données provisoires et les intentions sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés.



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| Bilan 2025 | 5 |
| Répartition des investissements non résidentiels entre la construction, le matériel et l'outillage | 6 |
| Répartition des investissements non résidentiels selon la propriété | 6 |
| Répartition des dollars investis selon le type d'industrie | 8 |
| Provenance des investissements non résidentiels..... | 9 |
| Investissements dans le secteur de la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels | 10 |
| Le taux d'inoccupation à géométrie variable..... | 10 |
| Importance de catalyser l'investissement privé | 11 |
| Perspectives d'investissement pour 2026 | 12 |
| Risque lié à l'incertitude commerciale | 12 |
| Sondage <i>Conjoncture 2026</i> | 12 |
| Enjeux entourant l'investissement local | 13 |
| Conclusion | 16 |
| L'investissement public comme stabilisateur, la main-d'œuvre comme limite..... | 16 |
| Annexe 1 - Projets d'investissement dans la RMR de Québec | 17 |



BILAN 2025

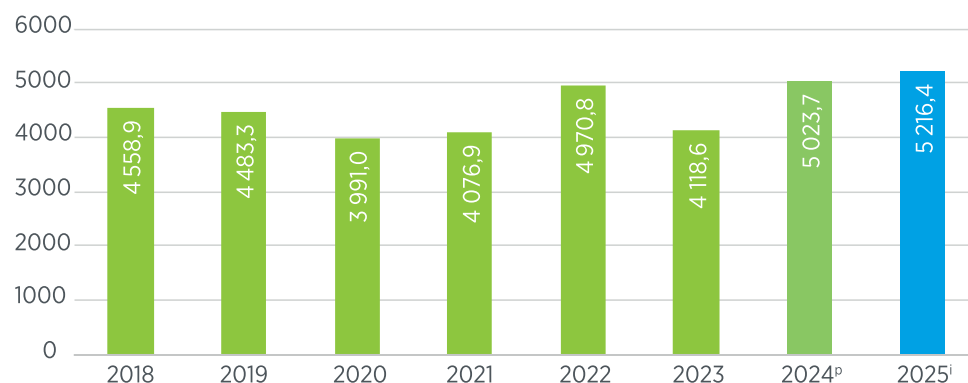
Afin de mieux situer les grandes tendances économiques régionales, soulignons que, pour l'année 2025, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) anticipe que les intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec atteindront 5,2 G\$, ce qui représente une progression de 4,0 % par rapport aux données provisoires de 2024 (5,0 G\$). Ce volume place la région au deuxième rang des RMR québécoises, derrière Montréal, excédant ainsi les niveaux observés avant la pandémie. Il convient toutefois de rappeler qu'il s'agit d'intentions et non de résultats définitifs. À titre illustratif, les prévisions pour 2024 s'élevaient à 5,7 G\$, alors que les données provisoires se sont finalement établies à 5,0 G\$, un écart qui témoigne de l'incertitude inhérente à ce type d'estimation.

L'immobilisation : définition et types

Les immobilisations sont des actifs détenus par une entreprise pour une utilisation à long terme. Elles se divisent en deux catégories mutuellement exclusives : les immobilisations corporelles, qui comprennent la construction de bâtiments, le matériel et l'outillage, ainsi que les immobilisations incorporelles, lesquelles incluent les dépenses pour les logiciels, la recherche et le développement, la prospection minière, pétrolière ou gazière, etc.

Cette partie traite des immobilisations corporelles qui sont des actifs physiques dont la durée d'utilisation dépasse un an. Certaines dépenses, telles que l'achat d'un terrain, les constructions existantes et le matériel d'occasion non importé, sont exclues des dépenses comptabilisées.

Graphique 1 – Évolution des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles dans la RMR de Québec de 2018 à 2025 (M \$)



Notes : p : prévision ; i : intention

Sources : Institut de la statistique du Québec (2025). *Dépenses en immobilisations et réparations corporelles non résidentielles par industrie (SCIAN)* et Québec International

Enquête sur les dépenses en immobilisation de Statistiques Canada

L'*Enquête sur les dépenses en immobilisation* de Statistiques Canada définit la construction comme « une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents ». Les dépenses en matériel et outillage représentent, quant à elles, « le total des frais capitalisés consacrés à des appareils, tels que les automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs ».

Répartition des investissements non résidentiels entre la construction, le matériel et l'outillage

En 2025, 55,9 % des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles dans la région de Québec sont orientées vers la construction, un recul de 7,3 points de pourcentage (p.d.p.) par rapport à 2024, tandis que 44,1 % sont destinées au matériel et à l'outillage. Après une forte progression amorcée en 2023, le repli observé en 2025 marque une rupture avec la tendance postpandémie. Les intentions de dépenses atteignent ainsi 2,9 G\$ pour la construction et 2,3 G\$ pour le matériel et l'outillage, maintenant néanmoins une trajectoire globalement positive sur la période.

Ces deux volets jouent des rôles complémentaires alors que la construction contribue à l'amélioration durable des infrastructures, tandis que le matériel et l'outillage génèrent des gains plus immédiats de productivité et en performance opérationnelle. Entre 2023 et 2025, l'accent mis sur cette seconde composante s'est traduit par une hausse de 583,4 M\$, la deuxième plus importante parmi les RMR québécoises, derrière Saguenay (+596,3 M\$). Cette progression témoigne d'une volonté des entreprises de renforcer leur capacité technologique et d'améliorer la qualité de leurs produits et services, en plus de s'inscrire dans la lignée des investissements majeurs pour des projets numériques développés au Québec (1,4 G\$)¹.

Les résultats du sondage *Pratiques numériques des entreprises manufacturières de la grande région de Québec et de l'Est-du-Québec* (édition 2025) réalisé en collaboration avec Manufacturier et exportateurs du Québec et Léger confirment un renforcement marqué de la maturité numérique dans la Capitale-Nationale et en Chaudière-Appalaches. Les entreprises planifient davantage, investissent plus massivement et recourent plus souvent aux programmes d'aide gouvernementale. Ainsi, 55 % disposent désormais d'un plan numérique (11 % en 2019), et 70 % ont réalisé des projets numériques en 2025. Les investissements sont également en hausse alors que 32 % des entreprises ont injecté au moins 500 000 \$ (14 % en 2023; 5 % en 2021) et 21 %, entre 1 M\$ et 10 M\$. Par ailleurs, 76 % prévoient investir d'ici trois ans, mais seuls 33 % des directions estiment maîtriser pleinement les compétences numériques, ce qui renforce la nécessité de l'accompagnement.

Figure 1 – Répartition des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles dans la RMR de Québec en 2025 (total : 5,2 G\$)



Sources : Institut de la statistique du Québec, compilation de Québec International

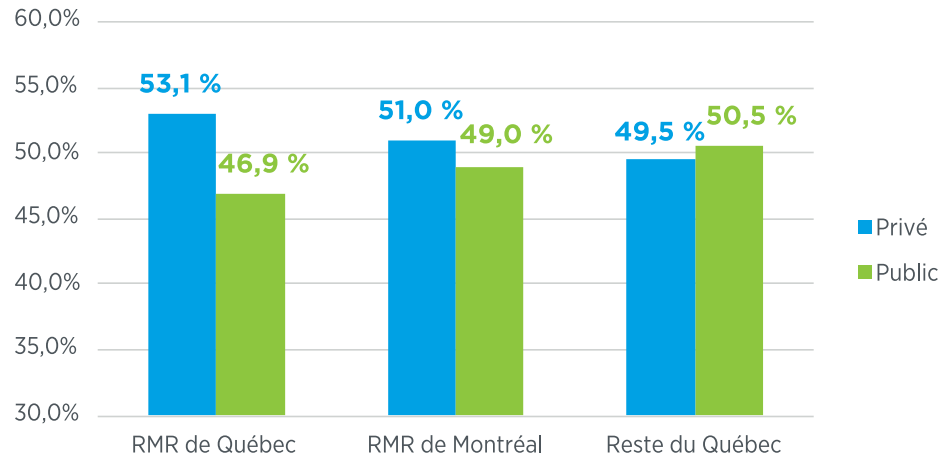
Répartition des investissements non résidentiels selon la propriété

En 2025, 53,1 % (2,8 G\$) des investissements en immobilisations corporelles non résidentielles dans la région proviennent du secteur privé, une hausse notable par rapport à 2024 (46,3 %). Cette progression s'accompagne du recul de 6,8 % du poids relatif des investissements publics. Malgré cette baisse, la RMR de Québec continue de bénéficier de la présence d'institutions gouvernementales et de projets d'infrastructure majeurs qui soutiennent un niveau élevé de financement public. Fait marquant, la part des investissements publics y est désormais plus faible que dans la RMR de Montréal et dans l'ensemble du Québec, en rupture avec les tendances observées récemment. Du côté de la répartition sectorielle, les fonds privés se dirigent majoritairement vers le matériel et l'outillage (52,1 %), contre 47,9 % pour la construction. À l'inverse, les investissements publics privilégient nettement la construction (64,9 %), tandis que 35,1 % sont consacrés au matériel et à l'outillage.

¹ Prince, V. (2025). Radio-Canada. 1,4 milliard de dollars pour des projets numériques développés au Québec



Graphique 2 – Répartition des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété en 2025 pour Québec, Montréal et le reste du Québec



Sources : Institut de la statistique du Québec (2024) et Québec International

La prédominance des investissements en construction s'explique d'abord par la mise en œuvre ou la préparation de travaux d'infrastructures majeurs, dont TramCité (7,6 G\$), le nouveau pont de l'Île d'Orléans (2,8 G\$), le nouveau complexe hospitalier du CHU de Québec – Université Laval (2,6 G\$) et le chantier Davie (840 M\$). À ces projets déjà engagés s'ajoutent d'autres initiatives annoncées ou encore en phase préliminaire, comme la modernisation des infrastructures du Port de Québec (1,7 G\$) ou le train à grande vitesse (TGV) Alto, dont la portée et les investissements pourraient être précisés ou révisés au fil de leur développement. Ensemble, ces chantiers mobilisent un volume considérable de ressources, auquel s'ajoutent des montants encourus ou des intentions de dépenses de plus de 5 G\$ d'investissements publics et privés dans le logement, l'éducation, le sport et diverses infrastructures collectives.

Cette dynamique d'investissement est amplifiée par l'engagement d'Hydro-Québec, qui prévoit 200 G\$ pour la décarbonation de l'économie provinciale, consolidant ainsi l'attractivité économique de la région. Celle-ci bénéficie déjà d'un avantage concurrentiel marqué grâce à des coûts d'exploitation particulièrement compétitifs, un positionnement confirmé par l'étude de KPMG pour la Ville de Québec².

Parallèlement, les investissements fédéraux en défense, qui pourraient atteindre 81,8 G\$ au Canada³, visent la modernisation des Forces armées canadiennes (FAC) et renforcent l'industrie nationale dans un contexte géopolitique plus exigeant. De cette somme, le gouvernement caquiste espère que de 11 G\$ à 16 G\$ seront attribués à des projets québécois, illustrant les lignes directrices de la *Vision économique* du gouvernement^{4,5}. En effet, la région de Québec tire directement parti de ces dépenses, notamment dans les secteurs maritime et technologique. Dans ce cadre, le chantier Davie occupe un rôle stratégique, combinant le contrat fédéral de 3,25 G\$ et une expansion internationale vers la Finlande et les États-Unis, ce qui intègre Lévis à une chaîne de valeur navale transatlantique, en plus de soutenir l'emploi qualifié. Enfin, cette effervescence est soutenue par le plan de modernisation du Port de Québec, un investissement planifié de 1,7 G\$ sur dix ans visant à adapter les infrastructures portuaires, améliorer leur résilience et accroître la compétitivité logistique. Ce projet agit comme un levier transversal qui renforce tant les grands chantiers industriels que le rôle stratégique du Port dans le corridor du Saint-Laurent.

2 KPMG (2025). Analyse comparative de la compétitivité de différentes villes canadiennes en matière de charges fiscales et d'autres coûts d'exploitation sensibles à la localisation

3 Un Canada fort. Budget 2025. Gouvernement fédéral canadien. P. 222, 363. URL : [Budget de 2025 : Un Canada fort](#)

4 Gerbet, T. 2025. Radio-Canada. [Legault veut prioriser neuf projets en défense de 11 à 16 milliards \\$ | Radio-Canada](#)

5 Le pouvoir québécois. Vision économique. Gouvernement provincial québécois. [Le pouvoir québécois - Réponse au nouveau contexte mondial](#)

Tableau 1 – Quelques investissements dans l'industrie navale et de la défense

| Axe d'investissement | Montants et portée | Acteurs clés | Retombées pour la RMR de Québec |
|---|---|--|---|
| Investissements en défense — Gouvernement du Canada | Jusqu'à 73 G\$ sur plusieurs années au Canada pour la modernisation des FAC, les infrastructures militaires et l'industrie de la défense, dans un contexte de réengagement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de sécurité accrue ^{6,7} | Gouvernement du Canada, Forces armées canadiennes, entreprises de défense et de haute technologie | Création et maintien d'emplois spécialisés, contrats industriels pour les entreprises (maritime, technologies, etc.), retombées économiques importantes et durables |
| Chantier Davie (Lévis) — Investissements et acquisitions internationales | 3,25 G\$ pour la construction d'un brise-glace polaire (Stratégie nationale de construction navale) et acquisitions stratégiques en Finlande (Helsinki Shipyard) ainsi qu'aux États-Unis ⁸ | La Davie, gouvernements du Canada et du Québec, partenaires européens et américains, entreprises privées | Consolidation de Lévis comme pôle mondial de construction navale, transfert de savoir-faire, croissance de l'emploi qualifié, intégration de la région dans une chaîne de valeur internationale |
| Port de Québec — Plan de modernisation | 1,7 G\$ prévus sur 10 ans, le plus grand investissement de son histoire: reconstruction de quais, adaptation climatique, modernisation logistique ⁹ | Administration portuaire de Québec, partenaires publics et privés | Renforcement du rôle du Port comme hub stratégique du Saint-Laurent, création d'emplois, amélioration de la compétitivité logistique et contribution accrue au PIB régional |

Répartition des dollars investis selon le type d'industrie

En 2025, les industries de services concentrent 76,9 % des intentions de dépenses en immobilisations non corporelles dans la RMR de Québec (4,01 G\$), contre 23,1 % pour les industries de biens (1,2 G\$), soit une répartition similaire aux années précédentes. Les services, qui représentent plus de 75 % des intentions d'investissement régionales, affichent ainsi une présence quasi égale à leur poids dans l'économie québécoise, où ils génèrent 75,6 % du PIB.

Figure 2. Répartition des intentions de dépenses en investissements entre les deux types d'industrie en 2025 (total = 5,2 G\$)



Sources: Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, compilation de Québec International

6 Duggan. K. (2025). La Presse Canadienne. [Le gouvernement fédéral investit 73 milliards \\$ dans la défense nationale - Le Canada Français](#)

7 Le gouvernement québécois a également soumis une liste de neuf projets d'investissement en dépense pour être priorisés par le gouvernement fédéral, à la hauteur minimale de 11 G\$, selon Radio-Canada ([Legault veut prioriser neuf projets en défense de 11 à 16 milliards \\$ | Radio-Canada](#))

8 Davie (2025). [Davie remporte un important contrat avec le Canada pour la construction d'un brise-glace polaire | Davie](#)

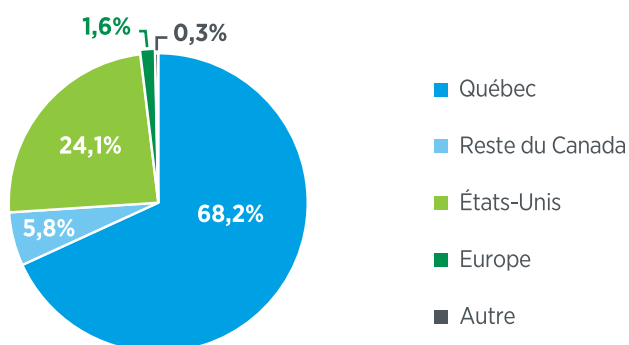
9 Port de Québec (2025). [Le plus grand investissement de son histoire: le Port de Québec lance le plan de modernisation de ses infrastructures portuaires - Port de Québec](#)

Provenance des investissements non résidentiels

Ce sont 68,2 % des investissements privés dans la RMR de Québec (1,89 G\$) qui proviennent d'entreprises québécoises en 2025. Les investisseurs américains comptent pour 24,1 % (667,6 M\$), et ceux des autres provinces pour 5,8 % (160,6 M\$), de sorte qu'un peu plus du quart des intentions d'investissement privées (26,0 %) est d'origine étrangère. La hausse de la part américaine est réelle, mais demeure faible (+1,4 p.d.p.). Reste à voir si cette tendance se maintiendra.

Du côté des filiales étrangères, 14 projets ont été concrétisés dans la région grâce aux services d'accompagnement de Québec International, représentant des investissements totalisant 611,8 M\$. Les nouveaux projets d'implantation proviennent principalement de la Finlande, de la France, de la Belgique et du Liban. Les projets de réinvestissement témoignent quant à eux d'une forte diversification des marchés, avec trois projets issus des États-Unis, ainsi que d'autres en provenance de l'Australie, de la Suède, de l'Italie, de l'Irlande, de la Belgique et du Chili.

Graphique 3 – Provenance des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées en 2025



Sources : Institut de la statistique du Québec (2024). *Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées selon le pays ou la province de contrôle, régions métropolitaines de recensement (RMR) et ensemble du Québec et Québec International*

Malgré les tensions commerciales mondiales, cette progression limitée s'explique par des facteurs reconnus dans la recherche économique : les entreprises investissent à l'étranger lorsqu'elles disposent d'avantages spécifiques, trouvent un environnement d'accueil favorable et souhaitent sécuriser des activités stratégiques, selon le paradigme de Dunning^{10,11}. La RMR de Québec présente justement des atouts qui réduisent les coûts de coordination ainsi que des coûts d'exploitation sensibles à la localisation¹².

En parallèle, la vigueur du dollar américain accroît la rentabilité anticipée des investissements au Canada, ce qui influence directement les décisions d'investissement selon la théorie néoclassique. Enfin, l'investissement direct étranger (IDE) complète plutôt qu'il ne remplace les échanges commerciaux, permettant aux entreprises d'être plus résilientes aux perturbations mondiales¹³. La hausse modérée des investissements américains dans la région s'inscrit donc dans une logique d'optimisation des chaînes de valeur, mais son évolution devra être suivie de près pour déterminer si elle est durable.

Finalement, soulignons que 2025 représentait la première année du nouveau régime tarifaire, soit une année où plusieurs entreprises ont amorcé une stratégie claire de diversification de leurs marchés au-delà des États-Unis. Il est donc possible d'anticiper que 2026 puisse offrir un portrait plus représentatif des initiatives engagées, tant en investissement qu'en repositionnement international.

10 Dunning, J. H. (1988). *The Eclectic Paradigm of International Production: A Restatement and Some Possible Extensions* | *Journal of International Business Studies*. *Journal of International Business Studies*, 19(1), 1-31

11 Dunning, J. H. (2000). *The eclectic paradigm as an envelope for economic and business theories of MNE activity* - ScienceDirect. *International Business Review*, 9(2), 163-190

12 KPMG (2025). *Analyse comparative de la compétitivité de différentes villes canadiennes en matière de charges fiscales et d'autres coûts d'exploitation sensibles à la localisation*

13 OECD (2023). *Global value chains: Policy options for diversification and resilience*. Organisation for Economic Co-operation and Development

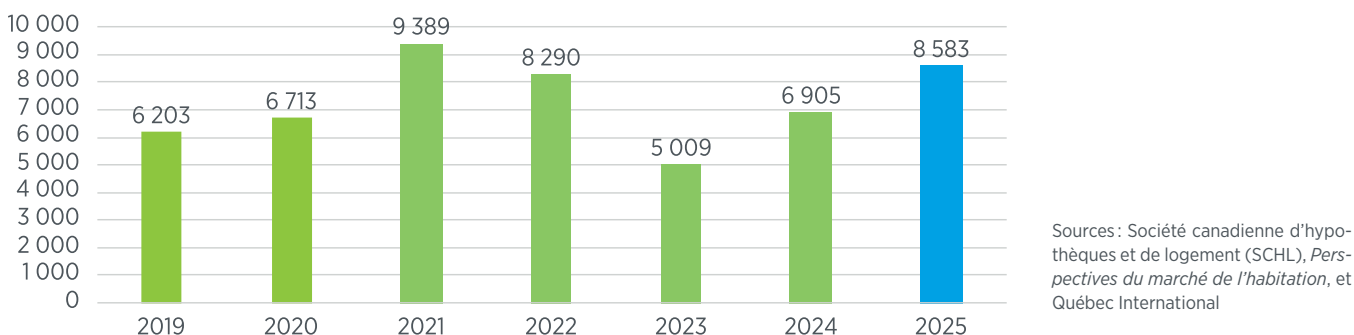
INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS ET NON RÉSIDENTIELS¹⁴

Alors que les intentions d'investissement en construction de bâtiments non résidentiels ne devraient augmenter que de 1,3 %, en 2025, le marché résidentiel de la RMR de Québec confirme son redressement. Après l'importante reprise de 2024 (+37,9 %) qui avait compensé l'effondrement de 2023 (-39,6 %), les mises en chantier progressent encore (+24,3 %). Cette escalade s'inscrit dans un mouvement de rattrapage, alimenté par une croissance démographique toujours solide et par la baisse des taux d'intérêt, qui a redonné de l'oxygène à la fois aux ménages et aux promoteurs.

Toutefois, l'élan fourni par la politique monétaire pourrait s'essouffler dès 2026. L'inflation persistante, particulièrement dans le secteur du logement, désormais l'un des principaux foyers inflationnistes, pourrait inciter la Banque du Canada à demeurer prudente au premier semestre de l'année. Sauf détérioration marquée du marché du travail, une nouvelle baisse des taux semble peu probable, ce qui limiterait le soutien monétaire à l'investissement résidentiel. Malgré ce contexte, les mises en chantier devraient continuer d'augmenter, portées par la vigueur du marché locatif, moins sensible aux fluctuations de taux à court terme. L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) souligne également que la stabilisation des coûts de construction et les multiples programmes gouvernementaux ont contribué à la croissance de l'offre locative¹⁵.

Cette progression demeure néanmoins freinée par des contraintes structurelles. L'Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise du Québec (ORTEQ) et Statistique Canada signalent que la pénurie de main-d'œuvre dans la construction persiste, aggravée par des délais de réalisation et par la pression croissante exercée sur les infrastructures et les services publics. Ces rigidités risquent d'empêcher l'offre de suivre le rythme, en particulier pour les logements abordables et sociaux. Le ralentissement attendu de la croissance démographique atténuera graduellement ces pressions, mais sans provoquer de détente immédiate.

Graphique 4 – Évolution des mises en chantier dans le secteur résidentiel de la RMR de Québec de 2019 à 2025



Le taux d'inoccupation à géométrie variable

Même si les conditions du marché s'améliorent, le taux d'inoccupation ayant atteint 2,4 % en 2025, soit 1,5 p.d.p. supérieur à 2024 et dépassant enfin 1 % pour la première fois depuis 2023, l'équilibre demeure fragile. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) estime qu'un taux de 3 % correspond à un marché équilibré. Or, les logements du premier quartile de prix affichent toujours un taux d'inoccupation de seulement 1,0 %, un niveau préoccupant qui entretient la précarité résidentielle et limite la capacité d'épargne des ménages à faible revenu. L'augmentation du taux global d'inoccupation provient surtout de l'arrivée de logements neufs plus coûteux, souvent hors de portée pour une partie importante des locataires, masquant ainsi la rareté des logements réellement abordables.

¹⁴ Selon Statistique Canada, « l'investissement dans la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels représente la valeur des dépenses engagées par les ménages, les entreprises et les administrations publiques pour construire des immeubles, à l'exclusion de la valeur des terres ». Pour chaque secteur, il permet également d'analyser les investissements en fonction des types de bâtiment, soit industriel, commercial et institutionnel pour le non résidentiel, et l'unifamilial, le multifamilial, les jumelés et les appartements pour le résidentiel

¹⁵ APCHQ (2026). Bulletin de l'habitation – Prévisions 2026-2027. Secteur de la construction et de la rénovation résidentielle au Québec. URL : [Perspectives 2026-2027_REV](#)

Parallèlement, l’environnement institutionnel évolue. Le gouvernement du Québec a élargi les pouvoirs municipaux pour accélérer la réalisation des projets résidentiels. La Ville de Québec utilise ces leviers pour faire avancer 18 complexes sur son territoire et a autorisé, au premier semestre de 2025, la création de 2 850 logements, dont 421 logements sociaux, grâce à la Loi 31¹⁶. Ces initiatives représentent 816 M\$ d’investissements privés¹⁷.

IMPORTANTANCE DE CATALYSER L’INVESTISSEMENT PRIVÉ

En 2024-2025, le marché du capital de risque et de développement dans la RMR de Québec a évolué dans un environnement plus contraignant, marqué par des conditions financières toujours serrées et une réévaluation du risque à l’échelle mondiale. Malgré ce contexte, le capital de risque continue de jouer un rôle clé pour soutenir les entreprises et stimuler l’innovation.

À l’échelle québécoise, 2025 s’est conclue par un recul du capital de risque avec 122 transactions, alors que les transactions en capital de développement se chiffrent à près de 357 opérations. La grande région de Québec, incluant la Capitale-Nationale et la Chaudière-Appalaches, enregistre, pour sa part, 66 en capital de développement, aux côtés de celles en capital de risque, grâce à plusieurs transactions majeures figurant parmi les dix plus importantes de la province dans le trimestre où elles se sont réalisées.

Tableau 2 – Transactions régionales au palmarès des dix plus hautes transactions trimestrielles¹⁸

| Type de capital | Entreprise | Région | Investisseurs déclarés | Secteur | Montant (M\$) |
|-----------------|---------------------------------|--------------------|---|---|---------------|
| Risque | Botpress | Capitale-Nationale | Inovia Capital Inc., Frame-work Venture Partners, Deloitte Ventures, Decibel Partners LP, HubSpot Ven-tures | Technologies de l’information et des communications (TIC) | 34 |
| Développement | Groupe Germain Inc. | Capitale-Nationale | Investissement Québec, La Caisse (CDPQ), Fonds de solidarité FTQ | Autres | 160 |
| Développement | Norda Stelo Inc. | Capitale-Nationale | La Caisse (CDPQ) | Industriel et manufacturier | 28 |
| Développement | Groupe Océan / Ocean Group Inc. | Capitale-Nationale | Investissement Québec, La Caisse (CDPQ) | Automobile et transport | 195 |

Cette performance repose sur un écosystème particulièrement résilient. En effet, la région bénéficie de la présence de fonds institutionnels et de capital, souvent publics ou parapublics, qui amortissent les cycles du capital privé et assurent la continuité du financement, notamment en amorçage et en développement. Des initiatives comme Québec Prêt d’honneur renforcent cet appui en offrant accompagnement et prêts pour la croissance ou la relance d’entreprises. Des fonds, dont i4 Capital et MontClerc Capital, viennent également stimuler les projets innovants en phase d’amorçage¹⁹.

Le marché devrait connaître un regain supplémentaire au cours des prochains mois : plusieurs fonds de capital de risque ont été clôturés dans les 36 derniers mois, tandis que d’autres arrivent à la fin de leur cycle d’investissement, ce qui favorise le redémarrage des transactions, surtout dans un contexte de stabilisation des taux directeurs²⁰. Cependant, l’incertitude entourant les tensions géopolitiques internationales pourrait encore tempérer cet élan.

¹⁶ Ville de Québec (2025). Communiqué. Construction de logements : Québec appuie sur l’accélérateur

¹⁷ Lelièvre, D. (2025). TVA. Construction de logements : la Ville de Québec autorisera 2850 nouvelles unités. URL : <https://www.tvanouvelles.ca/2025/05/20/construction-de-logements-la-ville-autorisera-2850-nouvelles-unites>

¹⁸ Réseau Capital (2025-2026). Aperçu du marché québécois du capital de risque et du capital de développement (T1 à T4)

¹⁹ Pour de plus amples informations : (1) Québec Prêt d’honneur : Accueil ; (2) i4 Capital : Accueil | i4 Capital ; (3) MontClerc Capital : MontClerc Capital

²⁰ Olivier Quenneville, président de Réseau Capital, La Presse le 6 décembre 2024. URL : [Le capital de risque sur le point de se redéployer | La Presse](https://www.lapresse.ca/actualites/economie/2024/12/06/le-capital-de-risque-sur-le-point-de-se-redeployer/)

PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT POUR 2026

En 2026, la RMR de Québec amorce une phase charnière de son cycle économique. Après trois années de forte volatilité alimentée notamment par la pandémie, les poussées inflationnistes, le resserrement monétaire et les tensions internationales, l'économie régionale devrait entrer dans une période de stabilisation relative. Plutôt qu'un simple retour à la normale, cette transition pourrait annoncer une recomposition des moteurs de croissance, une évolution des modèles d'affaires et un repositionnement des priorités d'investissement.

L'environnement macroéconomique s'annonce d'ailleurs plus prévisible, sans être pleinement accommodant. La normalisation graduelle de l'inflation et la stabilisation des taux directeurs devraient réduire l'incertitude entourant le coût du capital. Même si les conditions financières demeureront plus exigeantes que durant les années 2010, elles cesseront d'agir comme un frein aussi imposant que lors du dernier triennat, permettant la réactivation de projets parfois mis en attente. Toutefois, le resserrement du bassin de main-d'œuvre pourrait limiter la capacité productive de l'économie à soutenir les imposants et nombreux projets en immobilisation.

Risque lié à l'incertitude commerciale

L'environnement commercial nord-américain devrait demeurer dominé par l'incertitude en 2026, alimentée par les tensions géopolitiques mondiales, soit un risque externe auquel la région ne peut échapper. Même en l'absence de hausses tarifaires généralisées et en présence d'une certaine normalisation des conditions économiques attribuable à la meilleure compréhension des impacts des menaces, cette incertitude risque de compliquer la planification, particulièrement dans les secteurs exposés aux marchés internationaux ou dépendants d'intrants importés.

Pour la RMR de Québec, dont l'économie est moins tournée vers l'exportation manufacturière, contrairement à la Chaudière-Appalaches, plus vulnérable, les effets directs devraient demeurer limités, bien que les impacts indirects soient significatifs. Un climat commercial moins favorable pourrait freiner l'investissement privé, renforcer la prudence des donneurs d'ordres et exercer une pression sur les coûts dans la construction, l'industrie et les technologies. L'incertitude agit ainsi comme un risque latent qui oriente les entreprises vers des stratégies d'investissement plus prudentes.

La récente décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider les tarifs réciproques a temporairement allégé les pressions en éliminant des surcoûts qui excédaient le cadre juridique. Toutefois, ce répit ne dissipe pas l'incertitude entourant les orientations commerciales futures de nos voisins du sud, ce qui continue de peser sur les décisions d'investissement. Finalement, la principale conséquence des tensions commerciales en 2026 tient moins à leur matérialisation qu'à leur effet psychologique sur les individus.



Dans ce contexte, les territoires offrant un cadre institutionnel stable, une forte présence d'investissements publics et une demande interne solide, comme la RMR de Québec, conservent un avantage pour absorber les chocs et maintenir une trajectoire d'investissement relativement robuste.

Sondage Conjoncture 2026

Les résultats du [sondage Conjoncture 2026](#) réalisé par Québec International, en collaboration avec Léger, la Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ), la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Lévis (CCIGL) et la Jeune Chambre de commerce de Québec (JCCQ), mené auprès de 239 dirigeants d'entreprise, soulignent qu'en dépit d'un contexte exigeant, les intentions d'investissement demeurent solides. En effet, 64 % des répondants prévoient investir en 2026, un niveau quasi stable comparativement à 2025 (63 %). Les priorités se concentrent sur la transformation numérique, l'automatisation et la robotisation, mentionnées par 63 % des répondants, soit une progression de 14 p.d.p. par rapport à l'année précédente. Les objectifs sont, quant à eux, clairement orientés vers l'amélioration de la productivité, citée par 70 % des dirigeants, et l'augmentation des capacités de production, nommée par 54 %.

Enjeux entourant l'investissement local

Contraintes sur le marché du travail

En 2026, le marché du travail deviendra probablement le facteur clé des décisions d'investissement dans la RMR de Québec. La région fait face à une double réalité, soit une faible embauche dans certains secteurs, comme les services professionnels et, à l'inverse, une pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée dans des industries comme le manufacturier. La durée de ces tensions montre qu'il ne s'agit plus d'un déséquilibre conjoncturel, mais d'une contrainte structurelle qui freine les investissements en raison des risques liés à l'exécution des projets et à la compétitivité.

Le vieillissement démographique renforce cette pression en réduisant le bassin de travailleurs expérimentés et en accentuant la demande pour des compétences spécialisées, ce qui augmente durablement les coûts de main-d'œuvre, limite la capacité d'absorber de nouveaux projets et accroît les risques de pénurie de talents dans des secteurs clés. Face à ces contraintes, les stratégies d'investissement pourraient évoluer vers une réorientation croissante des capitaux pour des actifs à forte valeur ajoutée en productivité. On risque d'observer une réorientation croissante des capitaux vers des projets visant l'augmentation de la productivité plutôt que l'expansion des effectifs. Les investissements en automatisation et en numérisation des processus s'imposent comme des leviers essentiels pour compenser la rareté de la main-d'œuvre, réduire la dépendance aux recrutements et améliorer l'efficacité opérationnelle, comme le démontrent également les résultats du sondage Conjoncture 2026.

Enjeux en entrepreneuriat

En 2026, le entrepreneuriat est toujours un enjeu économique majeur pour la RMR de Québec. Alors qu'un grand nombre d'entreprises approchent d'un transfert de propriété, trop peu disposent d'un plan de relève structuré, ce qui augmente le risque de fermetures et de pertes d'emplois. La question du contrôle québécois des fleurons prend d'autant plus d'importance que Desjardins anticipe 100 000 transferts d'entreprise au cours des dix prochaines années au Québec, tandis que 61 % des organisations n'ont pas de plan formalisé^{21,22}. Dans le manufacturier régional, la situation est un peu plus favorable. En effet, selon l'édition 2025 du sondage *Pratiques numériques des entreprises manufacturières de la grande région de Québec et de l'Est-du-Québec*, 52 % des entreprises ont un plan de relève établi ou en voie d'implantation. Rappelons toutefois qu'un manque d'investissement en fin de parcours peut réduire la performance de l'entreprise au moment de la vente et ainsi diminuer l'intérêt des acheteurs, d'où l'importance de poursuivre l'investissement jusqu'au transfert.

L'enjeu prend également de l'ampleur à l'échelle provinciale alors que, selon Repreneuriat Québec, 10 % des transferts réalisés au pays en 2022 se trouvent dans la Capitale-Nationale, un deuxième rang provincial derrière Montréal. La démographie des repreneurs évolue aussi : les 55 ans et plus sont le groupe en plus forte croissance (+8,4 % entre 2015 et 2021), tandis que les plus jeunes peinent davantage à accéder au financement. Entre 2022 et juin 2025, le nombre de transferts augmente de 5,0 % dans la RMR de Québec, mais recule de 9,5 % en Chaudière-Appalaches, en rupture avec la tendance provinciale^{23,24}.

ENCADRÉ 1. Préserver l'innovation au cœur du entrepreneuriat

En 2026, un des risques émergents du entrepreneuriat est son potentiel effet d'étouffement de l'innovation, selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Effectivement, les jeunes pousses acquises voient leurs dépôts de brevet diminuer, passant d'environ 50 % avant acquisition à seulement 10 % après, et leurs marques déposées reculent de moitié, révélant que les acquisitions peuvent freiner la créativité plutôt que la propulser. Pour éviter que le entrepreneuriat devienne un frein au dynamisme entrepreneurial, plusieurs leviers doivent être mis de l'avant, dont mieux préparer les entreprises à la relève pour réduire les ventes précipitées, renforcer l'accompagnement stratégique des repreneurs, favoriser des modèles de transfert qui préservent l'autonomie d'innovation et concentrer les politiques publiques sur la qualité des reprises afin de s'assurer que les nouveaux propriétaires poursuivent le développement technologique plutôt que de maintenir le *statu quo*.

21 Côté, G. (2025). TVA. Ventes de fleurons québécois: il faut « s'assurer qu'on demeure maître chez nous », dit le PDG de Desjardins | TVA Nouvelles

22 Québec International (2026). Sondage *Conjoncture 2026* | Résilience et adaptation stratégique : les entreprises de Québec et Lévis maintiennent le cap malgré l'incertitude - Québec International

23 Duhamel, M. (2024). Étude nationale du entrepreneuriat. Les transferts d'entreprise au Québec, 2015-2021: le rapport détaillé, Observatoire du entrepreneuriat et du transfert d'entreprise du Québec, Centre de transfert d'entreprise du Québec

24 Duhamel, M. (2024). Étude nationale du entrepreneuriat. Les transferts d'entreprise au Québec, 2015-2022 - seconde édition: le rapport détaillé, Observatoire du entrepreneuriat et du transfert d'entreprise du Québec, Repreneuriat Québec

Ainsi, en 2026, le repreneuriat devient un enjeu stratégique à l'intersection de la démographie, de la productivité, de l'emploi et du développement régional. Notre capacité collective à mieux planifier, accompagner et financer les transferts déterminera la résilience et le dynamisme du tissu entrepreneurial de la RMR de Québec.

Le marché immobilier et le secteur de la construction sous tension

Selon les prévisions de Royal LePage, le Québec afficherait en 2026 une hausse marquée de 7,0 % du prix agrégé des propriétés, une métrique se chiffrant à 5,0 % à Montréal, à -4,5 % à Toronto et à -3,5 % à Vancouver. La RMR de Québec se distinguerait de nouveau, arrivant en tête des grands marchés canadiens avec une progression anticipée de 12,0 % au quatrième trimestre de 2026, soutenue par une demande locale solide, un marché de l'emploi robuste et un contexte encore relativement abordable grâce à un effet de rattrapage^{25,26}. La hausse est également corroborée par les scénarios de la SCHL, qui seront abordés plus amplement dans la section Pouvoir d'achat.

Or, ces derniers nous indiquent qu'en 2026, les mises en chantier devraient reculer dans la région de Québec, principalement en raison du moratoire imposé à Lévis sur l'émission de permis résidentiels, un facteur déterminant puisque la Rive-Sud représente habituellement près du quart de l'activité. La construction de maisons avec entrée privée devrait demeurer stable, mais à des niveaux très bas, en raison du coût élevé des terrains et de leur rareté. Si les prédictions à long terme pointent en ce sens, le début d'année révèle un portrait plus intensif des mises en chantier. Effectivement, la construction résidentielle demeure très dynamique à Québec, avec près de 1 380 mises en chantier au premier trimestre de 2026, soit plus du double de la même période en 2025, où l'on en comptait un peu moins de 700 selon la SCHL. Sur la Rive-Sud, approximativement 200 unités ont été entamées depuis le début de l'année 2026, en date du 20 avril, soit le tiers de ce qui était enregistré sur la même période en 2025²⁷.

Parallèlement, le marché de la revente poursuivrait un rythme modéré alors que le volume des transactions se maintiendrait au niveau de 2025 et les prix continueront d'augmenter en raison d'une demande toujours soutenue et d'une offre limitée, appuyées par un marché de l'emploi particulièrement résilient dans la région²⁸. Selon l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec, dans le marché de l'unifamiliale, c'est en périphérie de Québec que les augmentations de prix seraient les plus prononcées, avec des hausses atteignant 22 % dans la MRC de La Jacques-Cartier et 20 % à Cap-Rouge et à Saint-Augustin-de-Desmaures²⁹.

Sur le marché locatif, la détente amorcée en 2025 devrait se poursuivre en 2026, alors que le taux d'inoccupation augmentera sous l'effet combiné d'une diminution rapide des immigrants temporaires et d'un nombre croissant de nouveaux logements locatifs. Cette hausse de l'offre ralentira la progression des loyers, même si ceux-ci continueront d'augmenter à court terme³⁰. Dans le même ordre d'idée, la faiblesse persistante de l'offre, possiblement accentuée du côté locatif par le resserrement des critères du programme de l'Assurance prêt hypothécaire (APH) Select de la SCHL³¹, les défis liés aux mises en chantier et les attentes envers les politiques d'habitation continuent toutefois de pousser les prix à la hausse, tandis que la progression des copropriétés devrait être plus modérée.

Cette pression s'inscrit dans les ambitions d'accélération des mises en chantier à Québec, comme souligné antérieurement. Toutefois, pour répondre à cette demande, couplée aux projets majeurs d'infrastructures, la Commission de la construction du Québec (CCQ) estime que la région devra accueillir en moyenne 2 500 nouveaux travailleurs par année entre 2024 et 2028³².

25 Royal LePage (2025). [Resilience and growth: Quebec's real estate market set to maintain strong momentum in 2026 | Royal LePage](#)

26 Pour de plus amples informations sur les projections de prix des unités par Royal LePage : 2026 Royal LePage Market Survey Forecast - Province of Quebec

27 Lemieux, O. (2026) Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2247069/immobilier-construction-quebec-levis-schl>

28 SCHL (2026). [Perspectives du marché de l'habitation de 2026 | SCHL](#)

29 Lavoie, J. (2026). Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2246659/marche-immobilier-rmr-quebec-premier-trimestre-2026>

30 SCHL (2026). [Perspectives du marché de l'habitation de 2026 | SCHL](#)

31 SCHL (2024). [APH Select | SCHL](#)

32 Commission de la construction du Québec (2024). [Perspectives professionnelles dans l'industrie de la construction 2024-2028](#)



Défis persistants en productivité

La productivité reste un défi majeur pour la RMR de Québec en 2026 et la rareté durable de main-d'œuvre oblige les entreprises à revoir leurs priorités d'investissement, d'où l'importance croissante des dépenses en matériel et outillage qui offrent des gains rapides de performance et améliorent la qualité des produits, contrairement aux investissements en construction, dont les effets sont plus structurels.

Le sondage *Conjoncture 2026* confirme cette réorientation. Les intentions d'investir en transformation numérique, automatisation et robotisation ont progressé de 14 p.d.p. par rapport à l'an dernier. Ces choix découlent notamment des craintes de pénurie de main-d'œuvre, accentuée par le vieillissement démographique et la hausse des besoins en compétences spécialisées. Cette nécessité d'investir en rattrapage sur la productivité s'explique aussi par un héritage économique comprenant des marchés fragmentés, un taux de change autrefois favorable et une concurrence internationale limitée ayant longtemps réduit la pression à innover³³.

³³ Centre de recherche sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter-J.-Somers (2025). HEC Montréal. Productivité et prospérité au Québec – Bilan – édition 2025. URL : [PP-2024-01.pdf](#)



CONCLUSION

L'investissement public comme stabilisateur, la main-d'œuvre comme limite

La RMR de Québec pourra encore s'appuyer sur un niveau important d'investissements publics pour l'année 2026, notamment en infrastructures, en transport et en santé, qui joueront un rôle stabilisateur en période de possible contraction économique par l'atténuation des fluctuations économiques et par le soutien des secteurs névralgiques, comme la construction, le manufacturier et les services professionnels. Au-delà de leur impact immédiat, ces grands chantiers renforceront l'attractivité du territoire, amélioreront la mobilité de la main-d'œuvre et rehausseront la qualité des infrastructures, tous des facteurs susceptibles de stimuler l'investissement privé dans un contexte de concurrence entre les régions pour attirer capitaux et talents.

Cette dynamique prometteuse se heurte néanmoins à un frein majeur, soit la disponibilité de la main-d'œuvre. Le vieillissement accéléré de la population active, un chômage durablement bas et la réduction récente des seuils d'immigration limitent également la capacité d'exécution des projets. Dans ces conditions, la rentabilité ne repose plus seulement sur le coût du capital, mais sur la capacité des entreprises à réorienter leurs stratégies vers des leviers de productivité, dont l'automatisation, la transformation numérique et l'optimisation des processus, tout en renforçant leur aptitude à attirer et retenir les talents essentiels à leur croissance. Ces priorités sont désormais aussi déterminantes que les considérations financières, comme le souligne *Conjoncture 2026*, mais ne peuvent, à elles seules, maintenir la réalisation de l'ensemble des projets d'investissement annoncés dans la région.

Les principales occasions d'investissement émergeront là où les besoins structurels sont les plus pressants. La construction, le manufacturier et les services professionnels bénéficieront directement de l'essor des projets publics, tandis que les technologies propres et les initiatives d'efficacité énergétique prendront de l'importance sous l'effet des exigences réglementaires et des objectifs de transition, notamment portées par les 200 G\$ annoncés par Hydro-Québec. Le secteur de la santé poursuivra également sa croissance, notamment grâce au vaste chantier du nouveau centre hospitalier réunissant l'Enfant-Jésus et l'Hôtel-Dieu sur un site ultramoderne, le nouveau complexe hospitalier du CHU de Québec – Université Laval.

Finalement, en raison du défi persistant de productivité dans la région comme au Québec et au Canada, des investissements en entreprise seront également orientés vers l'innovation. Selon le Baromètre de l'innovation, innover a le potentiel de doubler la croissance, d'augmenter la productivité de 20 % et les exportations de 90 %. Sur un horizon de huit ans, les petites et moyennes entreprises (PME) québécoises ayant réalisé des projets de recherche et développement affichent une progression marquée de leurs performances, avec une hausse de 13 % de leurs actifs, de 25 % de leur chiffre d'affaires et de 27 % de leur rentabilité.

Rédaction

L'équipe des études économiques et de la veille stratégique

Crédits photos

Université Laval, Québec International, Dany Vachon et Carl Bélanger

Juin 2026



QUÉBEC
INTERNATIONAL
Développement économique

quebecinternational.ca

Canada

Québec

VILLE DE
QUÉBEC

ANNEXE 1 – PROJETS D’INVESTISSEMENT DANS LA RMR DE QUÉBEC

Tableau 1 – Projets d’investissement en planification ou en réalisation par catégorie dans la RMR de Québec³⁴

| Projets ³⁵ | Montant d’investissement (M\$) | |
|---|----------------------------------|-----------|
| | En réalisation, en planification | |
| Logement, unités locatives mixtes, développements résidentiels | | |
| RMR | | >1 120,16 |
| Projets de 500 M\$ et plus | | |
| Construction du nouveau lien interrives entre Québec et Lévis | En planification | ≈9 300 |
| Projet structurant de transport en commun - TramCité | En réalisation | 7 600 |
| Construction du nouveau pont de l’Île d’Orléans ³⁶ | En réalisation | 2 759 |
| Nouveau complexe hospitalier du CHU de Québec – Université Laval | En réalisation | 2 656,9 |
| Modernisation des infrastructures du Port de Québec | En planification | 1 700 |
| Requalification du quartier Fleur de Lys | En réalisation | 1 500 |
| Requalification des Galeries Charlesbourg | En réalisation | 1 000 |
| Reconstruction du tablier du pont de Québec | En planification | ≈1 000 |
| Mise à niveau des infrastructures du chantier maritime Davie | En réalisation | 840 |
| Centre de données de Vantage Data Centers | En réalisation | 500 |
| Projets entre 50 M\$ et 499 M\$ | | |
| Réaménagement au nord des ponts Pierre-Laporte et de Québec | En réalisation | 477,4 |
| Réfection et réaménagement de l’édifice Gérard-D.-Levesque | En réalisation | 340 |
| Modernisation d’un centre de recherche pour la Défense (base des Forces canadiennes Valcartier) | En réalisation | 272 |
| Construction d’une école secondaire du Centre de services scolaires Central Québec – Arrondissement de Sainte-Foy—Sillery—Cap-Rouge | En réalisation | 177,2 |
| Réfection de la Citadelle de Québec | En réalisation | 160 |
| Réparation et modernisation des usines de traitement des eaux usées à la ville de Lévis | En planification | 155 |
| Construction du Carrefour de l’eau | En réalisation | 150 |
| Aménagement du boulevard Guillaume-Couture pour les mesures prioritaires en transport collectif | En réalisation | 149,1 |
| Construction du complexe scientifique de l’Institut nordique du Québec | En réalisation | 104,9 |
| Élargissement de l’autoroute Jean-Lesage entre la route du Président-Kennedy et l’accès au pont Pierre-Laporte | En réalisation | 101,3 |
| Reconstruction de l’autoroute Félix-Leclerc entre le boulevard Masson et la rivière Saint-Charles | En réalisation | 94,5 |
| Réfection de l’atelier central du centre Lebourgneuf du RTC | En planification | 88,3 |
| Agrandissement de l’Espace Riopelle du Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) | En réalisation | 84 |
| Construction du centre opérationnel Lebourgneuf du RTC | En réalisation | 79,5 |

³⁴ Visant à fournir des exemples concrets d’investissement dans la RMR de Québec, la liste présentée ne se veut pas exhaustive

³⁵ Compilation de Québec International

³⁶ Gouvernement du Québec (2025). Construction du nouveau pont de l’Île-d’Orléans à Québec. URL : <https://www.quebec.ca/transports/infrastructures-projets/projets/projets-routiers/capitale-nationale/construction-nouveau-pont-ile-orleans>

| | | |
|--|------------------|------|
| Expansion du réseau MaClinique | En réalisation | 75 |
| Construction de logements étudiants supplémentaires à l'Université Laval | En réalisation | 69 |
| Agrandissement de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval | En réalisation | 66,4 |
| Équipement avionique des avions CL-415 | En réalisation | 59,9 |
| Construction des immobilisations en protection contre les inondations dans le cadre du Règlement sur les ouvrages de protection contre les inondations | En réalisation | 56 |
| Modernisation des installations de la Base de soutien de la 2 ^e Division du Canada Valcartier | En réalisation | 54,3 |
| Acquisition et réfection du NM Saaremaa I | En réalisation | 51,3 |
| Projets de moins de 50 M\$ | | |
| Agrandissement et réaménagement de l'Hôtel-Dieu de Lévis, blocs endoscopique et opératoire et services logistiques | En réalisation | 49,7 |
| Université Laval - construction du Carrefour international Brian-Mulroney | En réalisation | 48,5 |
| Construction de l'édifice Hector-Fabre | En réalisation | 46,1 |
| Reconstruction de l'autoroute Jean-Lesage, direction ouest | En réalisation | 44,1 |
| Construction d'un complexe locatif pour professionnels de la santé | En réalisation | 40 |
| Nouveau centre de curling | En réalisation | 39,5 |
| Université Laval – réfection et remplacement du pavillon Jean-Charles-Bonenfant | En réalisation | 37 |
| Agrandissement et réaménagement - centre d'opération en évacuation aéromédicale - Aéroport international Jean-Lesage de Québec | En planification | 36 |
| Construction des sentiers et de la passerelle semi-submersible au Parc de la Chute-Montmorency | En réalisation | 32,4 |
| Réfection et réaménagement des espaces du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | En réalisation | 31,7 |
| Aménagement d'un complexe scolaire autonome modulaire à l'école secondaire Roger-Comtois | En réalisation | 30 |
| Construction d'un nouveau complexe santé locatif sur l'avenue Jules-Verne | En réalisation | 30 |
| Construction du Complexe Aloha | En réalisation | 25 |
| Acquisition et réaménagement du Centre de formation professionnelle du Centre de services scolaires des Premières-Seigneuries | En réalisation | 22,9 |
| Réfection majeure et réaménagement du Centre communautaire Ferland | En planification | 22 |
| Construction du complexe multisports Desjardins au Collège de Lévis | En réalisation | 21,5 |
| Construction du pavillon Louphoque de l'Aquarium du Québec | En réalisation | 21 |
| Réfection, construction et agrandissement des ouvrages de réduction des débordements d'égouts unitaires | En réalisation | 20,8 |
| Réfection et réaménagement du stationnement, Place D'Youville | En réalisation | 20,1 |
| Construction de l'école Dorimène-Desjardins | En planification | 18 |
| Construction du condo-hôtel Le Cobalt | En réalisation | 17 |
| Construction du Centre Yarihwa' | En réalisation | 9,1 |
| Nouvelle succursale à Charlesbourg de Yoga Fitness | En réalisation | 4 |
| Rénovation et modernisation de l'aréna André-Lacroix | En réalisation | 3,3 |
| Réfection de la bibliothèque municipale de L'Ancienne-Lorette | En réalisation | 2,6 |
| Aménagement, amélioration et réfection du Centre de glace et Pavillon Guy-Lafleur, en vue des Jeux du Canada | En planification | 2 |